



Communiqué de presse

Congrès national sur la lutte contre le terrorisme, dites-vous?

Tunis, le 23 octobre 2015

En cette veille du 24 octobre, il s'impose à nous le souvenir de cette date retenue pour l'organisation d'un congrès national de lutte contre le terrorisme.

En effet, le 27 juillet, le Chef du gouvernement annonçait, « *l'organisation d'un dialogue national sur la lutte contre le terrorisme au cours du mois de septembre* », parmi les mesures urgentes prises par le gouvernement. Reporté une première fois au 2 et 3 octobre, le gouvernement avait enfin retenu les dates du 24 et 25 octobre pour la tenue d'un congrès ouvert à « *tous les partis politiques, les organisations et associations, ainsi que les experts, et les jeunes* ». Depuis, rien n'a été fait et aucune information relative à l'organisation d'un tel événement n'a été rendue publique. Fin septembre, le Chef du gouvernement a évoqué l'idée d'une conférence internationale contre le terrorisme hébergée par la Tunisie. Mais là encore, aucun cadre précis n'a été fixé pour sa tenue.

Pourtant, un tel congrès serait un cadre idéal pour arrêter une stratégie nationale concertée intégrant les autorités publiques et la société civile. Trois mois après l'adoption de la loi organique de lutte contre le terrorisme, adoptée dans la précipitation et sans la consultation préalable de la société civile, il est grand temps de comprendre et de s'attaquer aux causes profondes de ce fléau en plaçant au centre de la stratégie le nécessaire équilibre entre approche sécuritaire et respect de l'Etat de droit.

Selon les termes utilisés par le Chef du gouvernement, lors de son intervention aux Nations unies, « *la riposte sécuritaire est indispensable mais la lutte contre ce phénomène englobe la dimension culturelle, politique, économique et sociale* ». L'objectif de ce congrès, qu'il soit national ou international, devrait donc être celui de préparer l'adoption d'une stratégie globale de lutte contre le terrorisme prenant en compte toutes ces dimensions.

La société civile, soucieuse de contribuer à la recherche de solutions qui répondent à l'impératif sécuritaire tout en respectant les droits humains, est prête à participer activement à la préparation de cet espace de dialogue et à apporter sa contribution à la mise en place d'une stratégie globale.

Le caractère sensible et complexe du sujet impose aux autorités de faire preuve de transparence et d'ouverture aux composantes de la société civile.

Cosignataires

Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD).

Avocats Sans Frontières (ASF).

Al Bawsala

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH).

Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES).

Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LTDH).
Organisation Contre la Torture en Tunisie (OCTT).
Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT).
Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH).
Syndicat National des Journalistes Tunisiens (SNJT).

Pour plus d'information, veuillez contacter:

OMCT, Halim Meddeb, hm@omct.org, +216 23 660 689